

## SLOVAQUIE : L' Eglise a la mémoire qui flanche

Soumis par Lubos Palata

07-02-2007

Dernière mise à jour : 07-02-2007

Un archevêque se souvient avec nostalgie de l'époque du régime fasciste slovaque. Malgré les protestations de plusieurs associations juives et roms, les autorités religieuses du pays refusent de condamner ses propos. Au cours de ce débat télévisé ordinaire, Jan Sokol, le chef de l'Eglise catholique slovaque, n'a rien dit qui ne soit conforme à ses convictions maintes fois exprimées au cours de ces dernières années. Pourtant, une petite phrase prononcée sur un plateau slovaque est arrivée jusqu'aux oreilles de la rédaction londonienne de la BBC, où, d'ordinaire, on ne s'intéresse à la Slovaquie qu'à l'occasion d'une élection importante. "J'ai une grande estime pour le président Tiso. Je me souviens de lui depuis mon enfance, nous étions très pauvres et, sous son mandat, la situation s'est grandement améliorée", a déclaré l'archevêque, répondant à une question d'une journaliste de la télévision TA3. Il donnait là son sentiment sur la proposition de béatification du prêtre Jozef Tiso, président de l'Etat fasciste slovaque [1935-1945], suggérée auparavant par l'historien et prêtre slovaque Milan Durica. Cette question n'était pas hors de propos, car Jan Sokol, en compagnie d'autres admirateurs du régime slovaque pronazi, avait participé, fin 2006, à la présentation d'un livre de Milan Durica sur Tiso. L'historien Durica s'est distingué en Slovaquie par ses doutes sur les crimes de Tiso, affirmant même dans son livre, à l'instar d'un David Irving sur Hitler, que le président Tiso n'était pas responsable des mesures antijuives et antiroms prises par l'Etat sous sa direction. Selon lui, Tiso a été un chrétien sincère, et a adopté ces mesures "par nécessité". Rappelons que 70 000 Juifs slovaques et de nombreux Roms furent déportés et exterminés dans les chambres à gaz. Les conclusions des tribunaux slovaques à l'issue de la Seconde Guerre mondiale ont été différentes. Tiso a été condamné à mort pour crimes de guerre, malgré les protestations du Vatican. Les déclarations de Sokol ont donc suscité de vives réactions au sein des communautés juive et rom de Slovaquie. "Pour nous, victimes de ce régime et survivants de l'Holocauste, cette appréciation dénaturée de la responsabilité de l'Etat slovaque est inacceptable. L'attitude de l'archevêque, qui manque d'esprit critique envers cette période, nous outrage", a affirmé l'Union des communautés juives de Slovaquie. Ladislav Richter, militant rom, a demandé dans une lettre ouverte adressée à Mgr Sokol "si, par période de prospérité", il entendait cette période où les Roms n'avaient pas le droit de voyager dans les transports en commun ni de pénétrer dans les parcs et bâtiments publics". Il a aussi rappelé l'existence des camps de concentration slovaques pour les Roms, d'où ils étaient envoyés ensuite dans des camps d'extermination nazis. Jan Sokol ne s'est pas excusé et a maintenu son point de vue. Il a été soutenu par le Conseil des évêques de Slovaquie, qui a estimé que l'archevêque avait le droit d'avoir une opinion personnelle sur le sujet. Quant à l'Eglise catholique slovaque, elle ne s'est pas désolidarisée de l'Etat de Tiso parce qu'elle "ne voyait pas de raisons de le faire", a précisé son porte-parole, Jozef Kovacik. Une attitude que la hiérarchie catholique slovaque maintient depuis 1946 : les évêques de l'époque avaient déclaré au sujet de Tiso qu'il était animé <>"des meilleures intentions". Lubos Palata Lidové Noviny